

**Pierre BOURDON**  
*Professeur à l'Université du Mans*

---

Né le 13/09/1985 (Arras, Pas-de-Calais)  
Langues : français, anglais, allemand  
Email : [pierre.bourdon@univ-lemans.fr](mailto:pierre.bourdon@univ-lemans.fr)

## I/ Titres universitaires

---

2016	<b>Admis au concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur</b> pour le recrutement de professeurs des universités en droit public
2013	<b>Qualification aux fonctions de maître de conférences</b> , section de droit public du Conseil national des Universités (CNU)
2012	<b>Doctorat en droit public</b> de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, mention très honorable, félicitations du jury à l'unanimité, autorisation de publication
2012	<b>Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA)</b> , Ecole de formation professionnelle des barreaux de la cour d'appel de Paris (EFB)
2011	<b>Postgraduate certificate in public procurement law and policy</b> de l'Université de Nottingham (Royaume-Uni)
2008	<b>Master 2 recherche de droit public approfondi</b> de l'Université Paris 1, mention assez bien <b>Admis à l'examen d'accès au Centre régional de formation professionnelle des avocats (CRFPA)</b> organisé par l'Université Paris 1
2007	<b>Diplôme de l'Institut d'études politiques de Lyon</b> , filière affaires publiques, mention bien
2007	<b>Master 1 de droit public</b> de l'Université Lumière Lyon 2, mention assez bien
2006	<b>Licence en droit</b> de l'Université Lyon 2, mention assez bien
2003	<b>Baccalauréat</b> , série économique et sociale, mention très bien

## II/ Activités universitaires

---

Depuis 2016	<b>Professeur</b> à l'Université du Mans Directeur de l'Ecole doctorale de droit et science-politique du Mans Membre du conseil d'administration de la Faculté de droit, de sciences économiques et de gestion Membre du Laboratoire de recherche Themis-Um Membre associé de l'Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne
2013-2016	<b>Maître de conférences</b> à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne Membre de la section disciplinaire du conseil d'administration Membre suppléant du comité consultatif scientifique de la section de droit public
2011-2013	<b>Attaché temporaire d'enseignement et de recherche</b> à l'Université Paris 1
2008-2011	<b>Allocataire-moniteur</b> à l'Université Paris 1

### III/ Activités pédagogiques

#### A/ Cours magistraux

Depuis 2017	Droit administratif	L2 droit	Université du Mans
Depuis 2016	Droit constitutionnel	L1 droit	Université du Mans
Depuis 2016	Droit matériel de l'UE	L3 droit	Université du Mans
Depuis 2015	Droit public économique	M1 droit des affaires	Université du Littoral-SKEMA
2014-2016	Droit administratif	L2 droit	Université Paris 1-CPGE Lycée Louis-le-Grand
2014-2016	Droit des marchés publics	Magistère droit des activités économiques	Université Paris 1
2013-2016	Introduction au droit public	L1 économie-gestion	Université Paris 1
2013-2016	Droit administratif	L2 droit formation continue	Université Paris 1
2013-2016	Droit fiscal général	L3 droit français et étranger	Université Paris 1

#### B/ Séminaires

Depuis 2016	Droit des fonctions publiques	M2 droit public, spécialité contentieux public	Université du Mans
Depuis 2014	Droit des marchés publics dématérialisés	M2 droit des données et des administrations numériques	Université Paris 1

#### C/ Travaux dirigés

2014	Finances publiques	L2 droit	Université Paris 1
2013-2016	Droit administratif	L2 droit formation continue	Université Paris 1
2011-2014	Droit constitutionnel	L1 droit	Université Paris 1
2010	Droit administratif des biens	L3 droit	Université Paris 1
2009-2016	Droit des contrats et marchés publics	M1 droit public	Université Paris 1
2008-2009	Droit administratif	L2 AES	Université Paris 1

#### D/ Direction de thèse

Depuis février 2017	Mme Marie-Line OUDARE	<i>Les états d'urgence en France : les conditions d'instauration d'un droit d'exception</i>
---------------------	-----------------------	---

#### E/ Jurys de thèse et de prix de thèse

Septembre 2017	Prix de thèse, membre du jury	Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ)
Juin 2017	Thèse Paris 1, membre du jury, rapporteur	Mme Alia JENAYAH, <i>Le contrôle de l'exécution des marchés publics en droit tunisien</i>
Décembre 2016	Thèse Paris 1, membre du jury, rapporteur	M. Thomas GUILBAUD, <i>Le contentieux des tiers au contrat administratif</i>

## F/ Autres jurys

Depuis 2014	Epreuve du grand oral, président de jury	Examen d'accès au Centre régional de formation professionnelle des avocats (CRFPA) organisé par l'Université Paris 1
2017	Membre du jury plénier	Concours national d'élève-directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social
2016	Epreuve de droit public, membre du jury	Concours national d'élève-directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social

## IV/ Activités de recherche

---

### A/ Thèse

- *Le contrat administratif illégal*, Thèse Paris 1, préf. Pr. Laurent RICHER, Dalloz, coll. Nouvelle bibliothèque de thèses, Paris, 2014, 939 p.

### B/ Autres ouvrages

- *Droit administratif*, avec Pr. Jacqueline MORAND-DEVILLER et Pr. Florian POULET, 15<sup>ème</sup> éd., LGDJ, coll. Cours, Paris, 2017, 968 p.
- *Les indispensables du droit public*, préf. Pr. Paul CASSIA, Ellipses, coll. Plein Droit, Paris, 2016, 284 p.
- *Le contentieux indemnitaire de la nullité du contrat administratif*, Mémoire M2 Paris 1, préf. Pr. Laurent RICHER, L'Harmattan, coll. Logiques juridiques, Paris, 2009, 261 p.
- *Le quinquennat, cinq ans après*, Mémoire IEP Lyon, préf. M. Marc FRANGI, L'Harmattan, coll. Logiques juridiques, Paris, 2008, 198 p.

### C/ Articles de fond

- « A la recherche du bon fonctionnement du service public », in *Mélanges en l'honneur du Pr. Gérard Marcou*, IRJS Editions, Paris, 2017 (à paraître)
- « L'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics : premier acte de la rationalisation du droit de la commande publique », *RDI*, 2016, pp. 8-14
- « Les droits et obligations des personnes publiques en droit de la consommation », *Rev. UE*, 2015, pp. 434-441
- « Le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) a-t-il atteint sa maturité ? », *RFDA*, 2015, pp. 629-639
- « Le contentieux du contrat administratif illégal après la décision *Tarn-et-Garonne* », *JCP (G)*, 2014, pp. 1249-1258
- « La recevabilité du recours dirigé contre une élection administrative », *AJDA*, 2014, pp. 722-726
- « Contrat administratif et régularisation(s) », in *Mélanges en l'honneur du Pr. Laurent Richer*, LGDJ, Paris, 2013, pp. 499-509
- « La procédure de transfert de propriété suivie devant le juge de l'expropriation : le malaise, malgré la constitutionnalité », *AJDI*, 2013, pp. 189-195

## D/ Commentaires de jurisprudence

- « Les relations para-contractuelles du maître d'ouvrage et du sous-traitant dans les marchés de travaux » (CE, 27 janvier 2017, *Société Baudin Châteauneuf Dervaux*, req. n° 397311), *AJDA*, 2017, pp. 1500-1505
- « L'admission sous conditions du bail à construction sur le domaine public (à propos de l'incinérateur de Fos-sur-Mer) » (CE, 11 mai 2016, *Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole*, req. n° 390118), *Lexbase Hebdo éd. publique*, n° 421, 2016, pp. 8-15
- « Ententes dans les marchés publics des lycées d'Ile-de-France : compétence administrative ! » (TC, 16 novembre 2015, *Région Ile-de-France*, req. n° 4035), *Lexbase Hebdo éd. publique*, n° 399, 2016, pp. 5-11
- « L'intérêt pour agir d'une association "nationale" contre une décision "locale" » (CE, 4 novembre 2015, *Ligue des droits de l'Homme*, req. n° 375178), *Lexbase Hebdo éd. publique*, n° 397, 2015, pp. 4-9
- « La garantie de l'Etat en faveur des EPIC : une aide d'Etat illicite, mais pas rédhibitoire » (CJUE, 3 avril 2014, *République française contre Commission*, aff. n° C-559/12 P), *Rev. UE*, 2015, pp. 523-528
- « La résiliation unilatérale d'une convention de coopération entre personnes publiques » (CE, 27 février 2015, *Commune de Béziers*, req. n° 357028), *AJDA*, 2015, pp. 1482-1488
- « Les avis de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF) sur l'atteinte à l'équilibre économique d'un contrat de service public de transport ferroviaire » (CE, 30 janvier 2015, *Région Provence-Alpes-Côte d'Azur*, req. n° 374022), *Lexbase Hebdo éd. publique*, n° 369, 2015, pp. 4-11
- « Le régime du délai de prescription instauré par une loi nouvelle à l'égard d'un droit créé par une loi antérieure » (CE, 21 janvier 2015, *EURL 2B*, req. n° 382902), *Lexbase Hebdo éd. publique*, n° 363, 2015, pp. 4-8
- « La méconnaissance de l'obligation de prendre un décret d'application d'une loi constitue une faute du Gouvernement, sauf loi contraire au droit de l'Union européenne » (CE, 22 octobre 2014, *Société M6*, req. n° 361464), *Lexbase Hebdo éd. publique*, n° 355, 2014, pp. 38-44
- « L'appréciation de la légalité de l'arrêté préfectoral de fermeture hebdomadaire des établissements ouverts au public » (Cass. crim., 8 avril 2014, pourvoi n° 11-84722), *RDT*, 2014, pp. 630-632
- « L'obligation pour l'Administration de proposer une intégration au fonctionnaire en détachement » (CE, 19 septembre 2014, *Froger*, req. n° 371098), *Lexbase Hebdo éd. publique*, n° 348, 2014, pp. 20-25
- « Exécution du jugement et jugement d'exécution : qui est responsable en cas de délai excessif ? » (CE, 23 juin 2014, *Wespelaere*, req. n° 369946), *Lexbase Hebdo éd. publique*, n° 345, 2014, pp. 45-51
- « Précisions de l'Assemblée du contentieux du Conseil d'Etat sur le droit applicable en matière disciplinaire » (CE Assemblée, 6 juin 2014, *Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques et Union nationale lycéenne*, req. n° 351582), *Lexbase Hebdo éd. publique*, n° 340, 2014, pp. 4-9
- « A quelle date intervient le licenciement d'un salarié (protégé) ? » (CE, 7 décembre 2009, *Société CM-CIC*, req. n° 327259), *RDT*, 2010, pp. 311-314

## E/ Communications

- « Le préjudice contractuel », journée d'études de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA) *Le préjudice en droit administratif*, Université de Tours, décembre 2017

- « Les rapports entre la justice et l'exécutif selon Raymond Lindon », colloque *Une grande figure judiciaire : Raymond Lindon*, Cour de cassation, octobre 2017 (à paraître, 2018)
- « Le droit financier dans les organismes européens de coopération territoriale », colloque *Les organismes européens de coopération territoriale*, Université de Valenciennes, février 2017 (à paraître, Bruylant, 2018)
- « Propos introductifs », avec Pr. François BLANC, colloque *L'Etat et le terrorisme*, Université Paris 1, juin 2016 (à paraître, Publications de la Sorbonne, 2018)
- « L'entente des juges en fonction de leur spécialité : une alternative au dialogue des juges », colloque *La concurrence des juges*, Université de Tours, novembre 2015 (à paraître, Editions Clément-Juglar, 2018)
- « Jurisdictional Dualism in France: A Useful Protection Against Public Administration », colloque *Plural Modes of Jurisdictional Protection Against Public Administration*, Université d'Udine (Italie), novembre 2015
- « Les taxis et les autocars dans la réforme des professions réglementées », journée d'études *La réforme des professions réglementées*, Université Paris 1, octobre 2015, publié @ IRJS Editions, Paris, 2017, pp. 47-62
- « Que doit-on faire du cours magistral en tant que méthode d'enseignement du droit ? », journée d'études *L'enseignement du droit*, Université Paris 11, novembre 2014, publié @ Mare & Martin, Paris, 2016, pp. 139-153
- « Les rapports entre les jurisprudences administrative et judiciaire à propos de l'acte administratif », colloque *L'acte administratif sous le regard du juge judiciaire*, Cour de cassation, avril 2014, publié @ *Bull. d'inf. de la Cour de cassation*, n° 810, 2014, pp. 13-22
- « Le droit à l'équilibre financier dans les contrats administratifs : l'effectivité à l'épreuve de l'économie », colloque *Le juge administratif et l'effectivité des droits*, Université Paris 1, octobre 2013
- « Le contrat de fonction publique : une histoire qui se répète », colloque *L'Administration publique : Janus ou Protée ?*, Université Paris 1, janvier 2012
- « Essay on the Public Procurement Law Principle(s) », journée d'études des doctorants, Université de Nottingham (Royaume-Uni), septembre 2011
- « To What Extent Does the Null and Void French Administrative Contract Still Have Legal Effects? », journée d'études des doctorants, Université de Nottingham (Royaume-Uni), septembre 2009

## F/ Organisation de manifestations scientifiques

- Direction scientifique de la conférence de la Faculté de droit du Mans, *Existe-t-il un droit public global ?*, Université du Mans, novembre 2017
- Co-direction scientifique du colloque de l'Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (ISJPS), *L'Etat et le terrorisme*, Université Paris 1, juin 2016
- Participation à l'organisation matérielle du colloque de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA), *Les procédures administratives*, Universités Paris 1 et 2, juin 2014

## V/ Autres activités collectives

---

Depuis 2016	Membre de l'Association française de droit de la sécurité et de la défense (AFDSD)
Depuis 2015	Contribution à l'enquête de la Banque mondiale en vue de la rédaction du rapport annuel sur les marchés publics (passation, intégrité, recours) intitulé <i>Benchmarking Public Procurement</i>

Depuis 2008	Membre de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA)
2015-2016	Membre élu suppléant de la section de droit public du Conseil national des Universités (CNU)
2015	Contribution à la consultation du ministère de la Justice sur l'avant-projet d'ordonnance portant réforme du droit des contrats, du régime et de la preuve des obligations
2008-2011	Président-fondateur de l'Association des diplômés du master 2 recherche de droit public approfondi de la Sorbonne (AMDPS)

## VI/ Autres activités professionnelles

---

2011-2012	<b>Assistant de justice à la Cour de cassation</b> , bureau du droit constitutionnel et du droit public du Service de documentation, des études et du rapport (SDER)
2009-2011	<b>Assistant de justice au Conseil d'Etat</b> , 4 <sup>ème</sup> sous-section de la Section du contentieux